ASSEMBLÉE NATIONALE

17 novembre 2017

RATIFICATION ORDONNANCES DIALOGUE SOCIAL - (N° 369)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 357

présenté par

M. Quatennens, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Ratenon,
Mme Ressiguiet, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 6, insérer l'article suivant:**

L'article L. 1121-1 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le droit à la relation sociale au travail est un droit fondamental de tout travailleur. Nul ne saurait porter atteinte à ce droit sous prétexte de la nature de la tâche à accomplir ou du but recherché par l'employeur. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de garantir un droit à la relation sociale au travail. Il fait suite à plusieurs alertes de travailleurs qui, soumis à des cadences de travail infernales, par exemple dans l'enquête de Cash Investigation sur l'enseigne Lidl, ne peuvent avoir de relations sociales des plus basiques comme dire « bonjour » à ses collègues. Si nous voulons rendre le travail émancipateur et si nous voulons y favoriser le « dialogue social », encore faut-il que celui-ci soit garanti entre les salariés eux-mêmes.